



Retour sur les collectifs antilibéraux

Des espoirs au blocage, les difficultés à construire un rassemblement à la hauteur des enjeux sociaux, s'expriment quotidiennement. Chez les communistes et dans les collectifs, les débats témoignent de la volonté d'entrer en campagne au plus vite pour répondre à l'urgence sociale.

p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 820

28 décembre 2006

prix: 0,70 €

À une très large majorité, les communistes confirment leur choix pour que Marie-George BUFFET soit la candidate qui conduise la campagne antilibérale pour les élections présidentielles de 2007.



 Joyeuses Fêtes 

L'ensemble de l'équipe des "Nouvelles" vous souhaite de joyeuses fêtes de fin d'année.

 2007 

Que 2007 soit pour chacun d'entre nous une année d'espoir, de succès et de construction pour un avenir meilleur...

 **Les Nouvelles de Loire Atlantique** 

 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com 
 www.pcf-44.com
 www.pcf-44.com

L'actualité politique...

EN BREF

Grandes messes

Semaines après semaines Nicolas SARKOZY n'en finit pas de modeler son image de présidentiable de la droite française avec la tenue de forums, qui en réalité, ne sont que des interludes médiatiques pour donner à sa candidature un semblant de démocratie. Pas difficile de se faire applaudir par une salle totalement acquise à sa cause. Mais ça, c'est le pain blanc, le reste viendra ensuite...

Politique en kit

C'est la nouvelle trouvaille de Ségolène ROYAL qui lors d'une réunion des cadres du Parti Socialiste à Paris a remis à chaque participant une méthode pour attirer du monde à ses réunions. Et dire que plein de gens se posaient des questions sur la crise de la politique et de l'écart qui se creusait avec les citoyens. C'est pourtant simple la politique, il suffit d'un simple kit d'utilisation...

Démago en chef

Jean-Louis BORLOO n'en finira donc jamais de nous étonner avec le rôle qu'il se donne pour apparaître comme le « Monsieur social » d'un gouvernement avant tout antisocial. C'est ainsi qu'au congrès de radicaux valaisiens, le ministre a déclaré vouloir « peser » sur les prochaines élections jusqu'à l'idée de pouvoir se présenter lui-même... Sacré Jean-Louis, toujours le mot pour rire.



Soutien migratoire

Le candidat ministre, chef de parti n'avait certainement pas pensé que son médiatique soutien en l'occurrence Johnny déclarerait vouloir résider 6 mois et un jour par an au pays des chocolats pour ne pas payer d'impôt en France. A ce tarif là, les visions patriotiques et le comportement citoyen des amis du Président de l'UMP vont en prendre un coup dans l'opinion publique...

Un pied dedans

l'autre...

L'une des principales animatrices d'une tendance d'opposition à la politique à son Parti, vient de rentrer tranquillement dans le rang à l'occasion du Conseil national des Verts. Francine BAVAY qui n'appartenait plus à la direction depuis plusieurs années et, qui siège au collectif antilibéral national, est maintenant membre de la direction nationale de son Parti. A quand de nouvelles promotions électives pour cette championne d'un coup dedans, un coup dehors ?...

Coups bas

A l'intérieur du Parti Communiste, ils sont appelés « les rénovateurs ». Ils s'opposent depuis un certain temps à la politique majoritaire décidée démocratiquement par leur Parti. Certains ont annoncé qu'ils quittaient leurs responsabilités au sein de l'exécutif. Le Parti continuera tout de même à fonctionner et les règles démocratiques continueront elles à s'appliquer ...

Point de vue

Par Dominique LUCAS



La gauche antilibérale ne peut continuer son débat interne sur la candidature pendant que la droite frappe fort et accentue sa politique d'exclusion. La campagne est lancée. Les candidats déclarés avancent leurs propositions, vont à la rencontre des Français mais ces derniers n'avaient pas pour le moment de candidature portant une rupture avec les politiques

libérales. Il y a urgence à entrer en campagne. Depuis plusieurs mois, les communistes participent dans les collectifs antilibéraux au travail de rassemblement du peuple autour d'une politique en rupture avec les expériences passées pour battre la droite et réussir à gauche. C'est pourquoi, lors de notre dernière consultation, les communistes du département et de France se sont prononcés pour que Marie-George BUFFET soit la candidate qui, dans la campagne des présidentielles, poursuive et prolonge ce travail de rassemblement à partir de la double légitimité qu'elle

porte : celle des communistes et celle des collectifs. Les communistes entendent poursuivre avec elle, ce qu'ensemble dans les collectifs, nous avons commencé à construire. La candidature de Marie-George BUFFET est celle du peuple qui aspire au changement profond de notre société. Elle vise au rassemblement de toute la gauche : communistes, socialistes, militants de la LCR, altermondialistes, syndicalistes, écologistes autour des propositions et du programme dont nous nous sommes dotés dans les collectifs. Notre objectif commun est de construire un « rassemblement populaire majoritaire ». Cela suppose d'engager la bataille idéologique maintenant : faire connaître nos propositions, les moyens pour les financer

et rassembler avec toutes les sensibilités de la gauche autour du programme antilibéral. Après le vote des collectifs et celui des communistes, la gauche antilibérale et populaire, doit entrer en campagne avec Marie-George BUFFET. Nous avons tous les atouts pour la mener offensivement : un programme, des militants, des collectifs et une can-

didate pour porter l'espoir de changement. Alors sans attendre, allons à la rencontre de ceux qui souffrent et qui n'en peuvent plus de la politique antisociale de la droite ! Allons voir notre peuple !

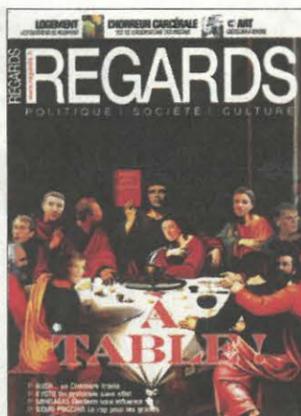
«Poursuivons ensemble notre travail de rassemblement avec Marie-George BUFFET»

Quand le trait est mordu...

Le magazine « Regard » que de nombreux communistes connaissent, en tant que lecteurs ou anciens lecteurs, vient de franchement mordre le trait dans un débat politique important qui traverse le Parti communiste en faisant de sa «Une» un montage photographique du tableau de Juan DE JOANÉS représentant la Cène.

C'est ainsi que l'on voit la tête de Marie George BUFFET collée, absolument pas par hasard, sur le corps de Judas avec à la main la bourse contenant les 30 deniers de sa trahison au milieu des principaux responsables du collectif antilibéral auquel non par hasard également, s'est joint Olivier BESANCENOT.

Nous voyons chaque jour l'anticommuniste se développer parmi les médias mais que cela vienne d'un magazine fondé par le Parti, là cela devient intolérable.



Notons pour être complet que le rédacteur en chef du magazine est Roger MARTELLI qui vient d'annoncer son retrait du Comité exécutif du Parti et que la rédactrice en chef n'est autre que Clémentine AUTAIN qui elle, est en bonne place sur la photo montage.

Outre l'aspect politique de cette «Une» de Regard, c'est à l'intégrité même de la Secrétaire nationale du Parti Communiste que le magazine s'attaque. C'est intolérable.

L'impôt en campagne

Notre ministre des finances commence son show électoral en annonçant que l'impôt sur les revenus, sera à partir de 2009 retenu à la source, c'est-à-dire directement soustrait de la feuille de paie. Cette annonce pour le moins soudaine, intervient comme par hasard dans une période préélectorale où les promesses valent mieux que le bilan. Si l'on en croit l'hôte de Bercy, cette mesure aurait en plus l'avantage de faire totalement l'impasse d'une année d'impôt sur le revenu pour tous les contribuables assujettis. Comment croire que l'état pourrait se priver d'une année de recette issue de l'impôt sur le revenu... Ce n'est pas sérieux.

Un autre aspect inquiétant

de cette proposition est soulevé par les communistes, en effet, une retenue à la source de l'impôt sur le revenu permettrait « une sorte de distanciation supplémentaire entre l'impôt et le citoyen » de plus, elle permettrait de faire évoluer « le poids et le contenu des prélèvements sur les ménages de façon plus indolore ».

Côté syndical, l'unanimité se fait contre cette idée qui n'a nullement été débattue entre le ministre et les fonctionnaires et qui risque d'accroître encore les difficultés rencontrées dans le ministère : 10 000 emplois ont déjà été supprimés, ces dernières années. Peut-on dire pour conclure que la retenue à la source ne fait pas recette, c'est en tout cas une réforme qui soulève dès son annonce, beaucoup d'inquiétudes et d'hostilité.

De vous à moi...

La sévérité légendaire, presque sectaire de la « gauche républicaine » menée par Jean Pierre CHEVÈNEMENT n'est plus ce qu'elle était. C'est un peu comme du bon pain dans une soupe, avant il est ferme, une fois trempé dans le bouillon il est mou, sans consistance et difforme.

Le Lion de Belfort a perdu, face à l'opinion publique, de sa prestance en ce dimanche de décembre, annonçant fièrement et royalement sa décision de ne pas être candidat à l'élection présidentielle du printemps prochain. Certes, c'est son droit et celui de son mouvement, mais ce qui est plus étonnant ce sont les motifs de sa décision. Il aurait, avec ses amis, trouvé les propos de Ségolène ROYAL concordant avec ses positions sur les questions européennes.

Ça, il fallait le faire, en effet, celui qui criait hier plus haut que tous, à la trahison socialiste sur les questions européennes se retrouve soudain sans voix parce que la primée du PS s'est fait ovationnée par un parterre de socio démocrates à Porto lors du congrès socialiste européen. Faut-il rappeler que tout ce beau monde du « gratin européen » s'était prononcé comme un seul homme pour le OUI à la constitution européenne et que depuis rien n'a bougé...

Si une conclusion s'imposait après ce pathétique ralliement, nous dirions tout simplement que le casse-croûte est dans ce cas plus fort que les idées car Jean-Pierre et quelques uns de ses proches ont maintenant, rentrés dans le rang, l'assurance de retrouver le chemin de l'Assemblée nationale en juin prochain... Un Lion est mort, l'autre soir ...

Y.C.

VITE LU VITE DIT

Electricité : le bout de la ligne

Il n'aura fallu qu'une première tempête pour que notre approvisionnement électrique soit mis en péril. Personne ne veut alarmer personne mais pourtant les faits sont là : EDF demande aux usagers de la partie ouest de la France, c'est-à-dire les départements bretons de ne pas consommer de trop en cette fin d'année et de veiller à économiser de l'énergie. Si le froid s'intensifie....

Les raisons de cette situation est pourtant banale : une grue est tombée sur la centrale de Cordemais endommageant deux tranches pour lesquelles la remise en état demandera au minimum un mois de travaux.

Outre ces faits incontournables, la question qui nous est évidemment posée, réside dans l'incapacité pour EDF aujourd'hui, faute de moyens de production suffisants, de répondre aux demandes des consommateurs si le moindre incident arrive.

Si, pour un petit incident interne ou pour une demande accrue, l'EDF est obligée de demander aux usagers de réduire leur consommation, constatons le problème mais au-delà, exigeons que les décisions soient enfin prises pour que la production énergétique dans l'Ouest de la France soit en rapport avec la demande et la croissance démographique et économique que nos régions connaissent.

Lucidité et projection sur l'avenir

Conseil départemental de Loire Atlantique : Lucidité et projection sur l'avenir.

Réuni deux jours après la rencontre nationale des collectifs locaux antilibéraux, le Conseil départemental de Loire-Atlantique du PCF a eu connaissance par les comptes rendu faits par 5 des participants à cette rencontre, du contexte et de l'impasse dans laquelle s'est conclue cette réunion.

Après un large et constructif débat, les membres du Conseil départemental ont très largement approuvé une adresse à la direction nationale du Parti Communiste qui réunissait son Conseil national les vendredi et samedi suivants.

Pour la majorité des participants à cette réunion départementale, il s'agissait dans un premier temps de constater



«l'échec du double consensus» au sein du Collectif national et de l'impasse sans perspective d'issue vers laquelle elle l'a conduit.

Il s'agissait ensuite de «s'appuyer» d'une part sur le résultat de consultation souveraine des communistes, et d'autre part, sur le choix majoritaire des collectifs antilibéraux locaux pour maintenir fermement le choix de la candidature doublement légitime de Marie-George BUFFET à l'élection présidentielle de 2007.

Enfin, « pour sortir » de l'impasse par le haut et reprendre l'initiative le Conseil départemental proposait de répondre à la forte attente en se prononçant sur l'annonce de Marie-George BUFFET en tant que candidate du rassemblement populaire et citoyen sur la base du programme des collectifs antilibéraux.

Les décisions prises par le Conseil national lors de sa réunion des 15 et 16 décembre, de consulter à nouveau les communistes, s'ins-

crivent, selon les responsables de Loire-Atlantique du PCF dans l'esprit qui a animé les débats sur le département.

Dans son intervention à ce Conseil national, Michel RICA avait tenu à donner l'avis majoritaire des adhérents du département en déclarant : « Au lendemain de la réunion des collectifs à Paris, l'inquiétude, la colère et le désespoir sont grands. S'interrogeant sur le blocage il poursuivait : «Alors d'où vient le blocage ? Il vient de ce qu'il est convenu d'appeler le double consensus et là notre responsabilité est importante. La conséquence, nous la connaissons, la bataille avait plus pour objet de combattre la candidature de Marie-George que de s'opposer aux mauvais coups de la droite. Il faut engager le débat dans les quartiers, les entreprises et les villages. Il faut que la candidature de ce rassemblement devienne l'affaire de tous ; pour conclure, il est donc maintenant urgent de désigner Marie-George BUFFET, candidate du rassemblement».

Jean-Louis LE CORRE : sou- tien unanime

C'est parce qu'il a «osé» signer 3 décrets interdisant les expulsions sur sa commune, les coupures d'eau et d'électricité durant la période hivernale, que le Maire de Trignac et Vice président du Conseil général, en charge du droit au logement, est assigné par le Préfet devant le Tribunal administratif. C'est ainsi que le représentant de l'état considère qu'il est préférable d'amener devant la justice celui qui, en fait, veut que la justice soit faite pour toutes celles et tous ceux qui sont les victimes de notre société. En prenant ces arrêtés, avec un soutien unanime de son Conseil municipal, Jean-Louis LE CORRE montre que la bataille politique ne se mène pas seulement par des paroles mais aussi et surtout par des actes concrets et utiles pour les gens. Beaucoup, aujourd'hui, dans la «classe» politique parlent de la misère, de l'exclusion, des conséquences de

la précarité... mais quasiment tous, ont des difficultés à traduire les discours en actes.

Comment en effet, permettre à ceux qui sont victimes de la société de pouvoir vivre dignement, d'avoir un logement, de l'eau et de l'électricité si ce n'est par des actes concrets comme vient de le faire sur notre département, la municipalité à direction communiste, de Trignac.

En assignant notre camarade Jean-Louis devant les tribunaux, le Préfet montre clairement le positionnement du gouvernement, celui d'être du côté de l'expulseur, du fournisseur d'eau et d'électricité pour lesquels une seule chose compte : le règlement de sa facture, mais pas au côté de celui qui est victime de cette société d'exclusion et de pauvreté.

Les communistes ont eu raison d'être aux côtés de leur camarade Jean-Louis devant le Tribunal administratif de Nantes. Ils sont fermement décidés à ne pas laisser faire, expulsion et coupure. C'est une question de justice.

Deux jeunes de Loire-Atlantique à la direction nationale des jeunes communistes

Pedro MAÏA, 28 ans et Alain BOURDEAU, 29 ans, viennent d'être élus au Conseil national, lors du congrès des Jeunes Communistes qui s'est déroulé le week-end du 17 décembre à Ivry dans la région parisienne. Ces deux jeunes camarades font partie de l'équipe qui anime l'activité des jeunes communistes sur le département de Loire-Atlantique. Nous saluons cette nouvelle prise de responsabilité de jeunes communistes de notre département qui ne peut que renforcer l'activité et l'action des communistes parmi la jeunesse.

CNL, CGT et INDECOSA avec Jean-Louis LE CORRE

La nouvelle de l'assignation de Jean-Louis LE CORRE devant le Tribunal administratif de Nantes, a immédiatement soulevé colère et indignation.

La CNL (Confédération Nationale du Logement) qui se félicite qu'une municipalité du département, la seule d'ailleurs, précise t-elle, interdise que des personnes en difficultés puissent être jetées à la rue ou ne pas avoir d'eau ou d'électricité. Faut-il rappeler que 14 % de la population de la région nazaréenne soit 9 500 familles vivent avec des revenus inférieurs au seuil de pauvreté et que 7 200 ne possèdent que le minimum social pour vivre. Lorsqu'on ne peut plus nourrir ni habiller sa famille correctement, la moindre des choses est d'avoir un toit, de l'eau et de l'électricité. C'est le minimum dont puisse bénéficier, une famille, en 2006.

Même réaction pour l'Union Départementale CGT et son organisation

de consommateurs INDECOSA qui déclarent soutenir sans réserve Jean-Louis LE CORRE.

«Nouvelles de Loire Atlantique»

Directeur de la Publication : Yannick CHENEAU

Commission paritaire : N° 0310 1 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Yannick Chéneau

NLA 41 rue des Olivettes - 44000

Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-

atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé

avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Paul MARTEL

Jean-Yves MARTIN

Aymeric SEASSAU

Yann VINCE



DOSSIERS DE CAMPAGNE.

Retour sur les collectifs antilibéraux

Entre espoirs et blocage, retour sur un rassemblement difficile



Au soir du 29 mai 2005, l'euphorie de la sanction populaire contre l'Europe libérale donnait à voir une scène inhabituelle à gauche. De la LCR aux socialistes du NON, chacun prenait place sur la photo de famille. A plusieurs voix, grâce notamment aux efforts incessants de Marie George BUFFET et à la capacité organisationnelle du Parti Communiste, le NON de

gauche rassemblait au delà des clivages et avait pu s'exprimer malgré le choix du OUI au PS. Au delà des images symboliques, la campagne avait été nourrie par la création de nombreux « collectifs du 29 mai », rassemblant militants et citoyens de sensibilités très variées. De cette situation inédite naît l'espoir de faire bouger les lignes à gauche en faveur d'une

posture antilibérale. Dès lors, à un mois du premier « anniversaire » du 29 mai 2005, un appel est lancé pour des candidatures unitaires aux présidentielles et aux législatives et la mise en place d'un collectif d'initiative unitaire national. L'appel est signé par bon nombre de personnalités, communistes, écologistes, trotskistes, socialistes, mais dès lors que l'on observe les organisations participantes, la liste s'amenuise puisque le PCF est le seul parti politique organisé sur tout le territoire à valider la démarche. Pire, la LCR décide de faire cavalier seul en présentant BESANCENOT malgré la participation des « minoritaires » au rassemblement. Il s'agit de créer partout des collectifs locaux

antilibéraux, souverains pour décider du programme et des candidatures selon la méthode du « double consensus » (consensus entre les collectifs locaux et les forces politiques organisées) qui met de fait le PCF à égalité avec les autres organisations pourtant le plus souvent, groupusculaires. Un accord est trouvé sur la stratégie et sur le programme avant que ne s'engage l'épineux débat sur les candidatures, le PCF, validant par 60 000 voix de militants communistes, la mise à disposition de Marie George Buffet pour porter, dans le cadre d'une campagne collective, la candidature antilibérale. Las, la défiance s'exprime rapidement autour du PCF. José BOVE quitte

le navire et voyant l'idée d'une candidature BUFFET progresser, la majeure partie des organisations politiques et des membres du collectif national, signe un appel au retrait de la candidate communiste. Y aurait-il deux poids, deux

grande majorité (environ 60%) retient la candidature de Marie George BUFFET. Mais la rencontre nationale de Saint-Ouen débouche sur un blocage venant de la division entre les collectifs pro BUFFET et les organisations politiques posant une exclusive sur le retrait de sa candidature. A l'heure où le bras de fer a commencé entre la gauche social-démocrate et la droite autoritaire, l'absence d'une candidature transformatrice à gauche est nuisible à tous ceux qui espèrent le changement dès 2007. La mise en campagne rapide de Marie George BUFFET, portée par la double légitimité des communistes et des collectifs locaux est donc question de responsabilité.

Dans les 569 collectifs qui se sont prononcés, la grande majorité choisit Marie-George BUFFET

mesures dans ce rassemblement qui avait pourtant acté la discussion « sans préalable » sur l'ensemble des candidatures ? Le débat a malgré tout, eu lieu et dans les 569 collectifs (soit environ 16 000 personnes) qui se sont prononcés, la

Marie-Annick BENATRE



Tu es responsable du suivi des collectifs pour la Fédération, quelle analyse as-tu de leur mise en place dans le département ?

Dès juin, le Conseil départemental invitait à créer partout des collectifs unitaires, populaires, de proximité. Portés par les communistes sur Doulon à Nantes, à Couëron, Saint-Nazaire, Trignac, St Malo de Guersac, les Sorinières, Rezé ; ces collectifs ont été validés par le Collectif national. A Montoir, un appel de personnalités a permis de rassembler largement mais n'est pas considéré par le Collec-

tif national car pas assez représentatif des forces du NON. A Vertou, des échanges ont eu lieu mais pas de validation. Deux autres sont validés : ceux de Nantes agglomération et Nantes fac.

La dynamique populaire reste à construire

Cette photographie montre les possibles, et les insuffisances. Quelle proximité quand seulement une douzaine de collectifs sont mis en place dans le département ? Et même si 60, 70 personnes se réunissent régulièrement à Nantes ou Saint-Nazaire. La dynamique populaire reste à construire.

Comment s'est déroulé le débat sur les candidatures ?

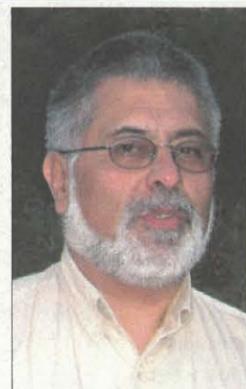
A partir des critères acceptés par tous lors de la réunion nationale de septembre, la diversité des forces et des citoyens qui composent ces collectifs, s'est exprimée. Dépassant le préalable contre,

Marie George BUFFET, la majorité des collectifs 44 (6 sur les 9 validés) ont, comme au niveau national, soit par vote ou par décision majoritaire, décidé qu'elle serait la meilleure porte-parole de ce rassemblement.

Après l'échec du 10 décembre, qu'en est-il ?

Le seul argument, en forme de préalable - Marie-George BUFFET, quelles que soient ses qualités reconnues unanimement, ne peut pas être la candidate de notre rassemblement, simplement parce qu'elle est la Secrétaire nationale de notre Parti - n'est pas acceptable et ne l'a pas été par les communistes. Comme nous ne pouvons accepter de modifier en cours de désignation, les règles fixées ensemble. La double légitimité, au sein du PCF et au sein des collectifs, de la candidature de Marie-George renforce notre espoir de rentrer en campagne sans tarder. L'urgence sociale l'exige.

Ils ont dit :



Michel DEJEU
Collectif de Trignac

Quand le collectif s'est réuni, salle Léon Mauvais la colère était palpable « contre ceux qui veulent tout imposer d'en haut » en cassant la dynamique et l'espoir. Tous avaient le sentiment d'avoir été trahis par des « organisations » qui refusaient d'entendre celles et ceux « qui se battent depuis maintenant deux ans sur le terrain » et qui, ensemble, ont imposé à la droite deux cinglantes défaites. Chacun sait bien ce que sont l'insécurité et l'urgence sociale : toutes et tous les vivent au quotidien. Leur maire est convoqué devant le tribunal pour avoir interdit, dans sa ville,

« les expulsions de la misère ». Ça aussi, ça leur paraît insupportable ! On voulait le consensus, on l'aurait. Communistes ou pas, il n'y eu pas de différence. A bulletin secret, les 24 participants dans leur diversité, ont confirmé à l'unanimité que c'est à partir de Marie-George que devait se construire le rassemblement antilibéral. Leur réponse donnée, ils sont repartis, tracts en main, pour appeler à se retrouver nombreux avec Jean Louis LE CORRE devant le tribunal. Ce soir là, lutte et campagne électorale allaient de pair à Trignac. C'est cela aussi et peut être surtout cela, la candidature de Marie George BUFFET.



Aymeric SEASSAU
Collectif Nantes Agglo

Le collectif Nantes Agglo réunit depuis quelques mois des organisations et des citoyens du NON. Les communistes y participent depuis le débat sur le programme mais la situation s'est tendue sur la question des candidatures puisque le collectif nantais a fait sien le préalable contre Marie George BUFFET. Par ailleurs, il y a une véritable question de souveraineté puisque, malgré les décisions prises collectivement, des membres d'autres collectifs et des citoyens de tout le

département y participent régulièrement. Après le 10 décembre, le ton est monté d'un cran et l'avis des communistes de la section de Nantes n'a été entendu que comme « l'avis de quelques militant(e)s du PCF favorables au maintien de la candidature de Marie George BUFFET ». Le blocage semble difficile à surmonter mais nous voulons continuer de contribuer à créer les conditions d'un rassemblement pluraliste et populaire capable de répondre aux aspirations du monde du travail et de la création.

Les communistes maintiennent Marie-George BUFFET pour conduire la campagne antilibérale

Un Parti communiste utile et efficace

Depuis quelques années, la crise de la politique comme celle de l'identité de la gauche et du mouvement ouvrier provoquent des situations contradictoires. Alors que la défiance envers les partis politiques semble progresser, ceux-ci enregistrent des adhésions «record». Le léger recul des mouvements sociétaux et alter mondialiste de la même manière que le mouvement social, très fort, qui secoue le pays depuis 2002, posent la question de la construction politique. C'est le défi qu'ont choisi de relever les communistes en construisant, avec d'autres, un rassemblement antilibéral dont l'ambition est de faire bouger les lignes à gauche. Mais, alors même qu'ils constituent la seule force organisée et institutionnelle répondant aux conditions d'une mise en campagne efficace, les voilés contestés au sein même du rassemblement. La campagne du NON comme celle des forums, ont pourtant donné à voir concrètement, la volonté du PCF d'une construction politique novatrice et rassembleuse. Mais c'est précisément l'identification de Marie George BUFFET au PCF que l'on conteste tout comme le poids de son Parti dans le rassemblement. C'est ce qui explique aussi, la colère d'un grand nombre de militants communistes devant l'exclusive qui leur est faite. Cela montre en tout cas que le PCF constitue une force incontournable à gauche et que jusqu'à preuve du contraire, l'adhésion à un parti demeure une solution plus qu'efficace pour faire grandir les exigences de changement, mais aussi pour porter les politiques transformatrices jusque dans les institutions. Et c'est ce vers quoi, ont voulu se tourner les communistes en choisissant très majoritairement l'entrée en campagne de Marie George BUFFET.

Les communistes veulent Marie-George BUFFET et l'unité, c'est ce qui ressort de la consultation interne qui s'est déroulée le 20 décembre. Nationalement avec une participation au vote de plus de 56% et le choix fait par plus de 81 % des communistes pour que Marie-George BUFFET conduise la campagne antilibérale, retenu par plus de 81%, ils se sont exprimés clairement pour ne plus tarder à partir en campagne électorale. Sur notre département comme le montre le tableau ci-dessous, les communistes ont également approuvé cette proposition.

Si 49 % d'entre eux ont participé au vote, ce qui est important tenant compte qu'il se déroulait sur une journée seulement et ce qui explique les inégalités que l'on peut noter entre les différentes sections, 86,5 % se sont exprimés pour le maintien de la candidature de Marie-George. Au soir de la consultation, c'est l'esprit de responsabilité qui régnait chez les communistes de Loire-Atlantique, prêts et décidés à s'engager sans attendre dans la campagne électorale.

CONSULTATION DES COMMUNISTES DU 20 DECEMBRE 2006									
SECTION	INSCRITS	VOTANTS	% VOTANTS SUR INSCRITS	BULLETINS NULS OU BLANCS	EXPRIMES	Maintien de la candidature de Marie George BUFFET	%	Retrait de la candidature de Marie George BUFFET	%
NANTES	484	205	42%	3	202	184	91,1	18	8,9
SAINT NAZAIRE	224	129	58%	1	128	108	84,4	20	15,6
BRIERE	212	155	73%	3	152	134	88,2	18	11,8
LOIRE ET SEVRE	118	81	69%	2	79	62	78,5	17	21,5
CHATEAUBRIANT	44	7	16%	0	7	7	100	0	0
REZE SUD LOIRE	164	75	46%	0	75	64	85,3	11	14,7
PRESQU'ILE	81	20	25%	2	18	14	70	4	20,0
VAL DE LOIRE	61	19	31%	0	19	10	52,6	9	47,4
3 RIVIERES	39	10	26%	0	10	10	100	0	0
PAYS DE RETZ	45	16	36%	0	16	14	87,5	2	12,5
BASSE LOIRE	93	66	71%	1	65	64	98,5	1	1,5
ST HERBLAIN GESVRE ET CENS	64	18	28%	2	16	9	56,3	7	43,8
DIVERS		5		0	5	5	100	0	0
TOTAL FEDERATION	1629	806	49%	14	792	685	86,5	107	13,5

Avec Marie-George BUFFET, les communistes confirment la nécessité d'un rassemblement à la hauteur des enjeux !

Depuis quelques semaines, l'impatience, la lassitude parfois, semblait gagner les militants de proximités, privés d'une candidature transformatrice à mettre en débat dans les entreprises et les quartiers. C'est avec cette exigence en tête que les communistes se sont prononcés. Alors que la consultation se déroulait dans des délais exceptionnellement courts, la mobilisation, tout d'abord, est au rendez vous. Sur 93 000 inscrits (seuls les cotisants pouvant voter) 52 302 communistes ont fait le déplacement ou procédé à des procurations pour pouvoir s'exprimer. Et 41 533 communistes de valider à nouveau Marie George BUFFET comme candidate du rassemblement antilibéral. La deuxième option demandant son retrait et la recherche d'une autre candidature n'obtient que 9 683 votes. Pour les communistes, c'est d'abord un vote de responsabilité malgré les attaques constantes des organisations représentées dans le Collectif National Unitaire. Celles-ci accusent le PCF de briser l'unité en continuant de proposer Marie George BUFFET. Et pourtant : c'est la seule candidate à n'avoir jamais signé d'appel ou posé d'exclusive contre qui-

conque... Et la seule candidate à avoir obtenu une majorité de choix favorables de collectifs. Si elle n'est pas consensuelle, alors qui ? Celui



tiques transformatrices à gauche. Mais il se situe surtout à la hauteur des enjeux sociaux : chaque heure compte désormais pour faire grandir des exigences de contenu afin que toutes celles et tous ceux qui aspirent au changement ne se fassent pas, une fois de plus, voler l'élection. C'est ce défi que le rassemblement antilibéral doit aujourd'hui relever en s'adressant d'urgence au peuple travailleur, aux jeunes, aux chômeurs, aux retraités plutôt que de s'acharner en querelles boutiquières et remettre toujours à plus tard la désignation du candidat. C'est ce à quoi ont voulu contribuer les communistes en exprimant leur volonté d'une entrée en campagne rapide de Marie George BUFFET.

ou celle qui a obtenu 20% d'opinions favorables ? Le blocage n'est en fait jamais venu du PCF mais bien du collectif national, de sa paralysie et son incapacité à proposer une issue à l'impasse. Dès lors, le vote des communistes est un gage d'efficacité. Il réaffirme la nécessité d'un large rassemblement antilibéral pour imposer des poli-

Résultats nationaux

Votants 52 302 soit 56,4 %
Blancs et nuls 2,02 %
Pour la candidature de Marie-George Buffet : 41 533 votes 81,05 %
Pour une autre candidature : 9 683 votes 18,90 %

Evènements, culture, idées.

Alain GARRIGOU

« L'ivresse des sondages »

Depuis les années 1980, le nombre de sondages politiques a été multiplié par deux en France, et on en compte plus d'un millier par an. « Il y en a plus que jamais ! En ce moment, on est à trois sondages par jour en moyenne. » Alain GARRIGOU, professeur de Sciences politiques à l'Université de Paris X Nanterre, en ritait presque, si le constat qu'il dresse n'était désolant pour la démocratie. Dans son dernier ouvrage, *L'ivresse des sondages*, il met à nu les outils de la manipulation sondagière, qu'entretennent journalistes et politiques. Et la bulle en prend ici pour son grade. Les sondages politiques ont largement contribué au crédit des sondages en général, grâce aux prévisions électorales effectuées à partir des intentions de vote. Or, depuis le milieu des années 1990, les prévisions des sondages ne laissent pas de défrayer la chronique : élection présidentielle américaine de 2000, élections présidentielles françaises de 1995 et 2002, référendum français sur le Traité Constitutionnel Européen en 2006... Chaque fois, l'ordre d'arrivée des candidats ou des partis, ainsi que l'écart de voix qui les séparait ont surpris tous les observateurs, induits en erreur par les sondages sur les intentions de vote. Les sondages se disculpent par le nouveau comportement des électeurs, plus inconstant ou volatil que par le passé. Alors que certains professionnels s'efforcent de relativiser les problèmes rencontrés ou tentent d'améliorer leurs méthodes, d'autres s'inquiètent du taux croissant de non-réponses aux sondages d'opinion parmi certaines couches de la population (jeunes, catégories populaires). Ils craignent que ce phénomène n'affecte la

représentativité des échantillons et ils le mettent en parallèle avec la hausse de l'absentéisme. Ces difficultés relancent les interrogations légitimes sur la fiabilité des sondages. Mais ils occupent plus que jamais une place centrale dans les commentaires médiatiques de la vie politique, et tout autant dans l'agenda et les décisions des responsables politiques eux-mêmes. Et, sauf en de rares occasions - qui n'altèrent en rien l'ivresse des sondages -, ceux-ci ne sont plus critiqués, et tout le monde affecte de croire qu'ils offrent un fidèle reflet de la réalité. « Les sondages sont l'instrument d'un journalisme paresseux qui permet de parler du monde sans sortir de son bureau », souligne Alain GARRIGOU. Dans cet essai vif et documenté, il montre à quel point la production de sondages, ainsi que l'usage qui en est fait, confinent souvent à l'absurde. Un vrai travail d'enquête sur un sujet qui dérange, et révèle les dessous d'une manipulation de l'opinion à l'échelle nationale. Il estime que les instituts de sondages exercent une influence particulièrement négative sur la vie démocratique. Il devient pour le moins paradoxal qu'ils marquent toujours autant la politique, alors qu'ils produisent de plus en plus d'affabulations. Car, que les sondages se trompent, ce n'est plus un scoop. « C'est l'histoire d'un ivrogne qui cherche sous un réverbère ses clefs de maison qu'il a perdues à quelque distance de là. Comme on lui demande pourquoi il ne les cherche pas où il les a perdues, il répond : « C'est mieux éclairé ici ! » » Cette citation d'Abraham KAPLAN qui démarre l'ouvrage, illustre très bien le propos d'Alain

GARRIGOU. Selon lui, les sondages n'ont rien de scientifique. Au fil de son argumentation, l'auteur rappelle, entre autres, que les pires ennemis des instituts sont le « sans opinion » et le « ne veut pas répondre ». Mieux vaut une réponse fautive ou une approximation, que quelqu'un



qui ne sait pas ou qui n'a pas envie de se prononcer. Le but : entretenir « l'illusion de la transparence », faire croire, à tout prix, que le sondage est la « photographie » d'une mythique « opinion publique ». Mais Alain GARRIGOU va même au-delà des démonstrations techniques qui invalident la vérité des chiffres. Exemples à l'appui, il accuse et parle de manipulation. Collusion, conflits d'intérêts, omissions : les sondages mentent. Celui qui les commande, celui qui paye et qui fait publier, leur fait dire ce qu'il veut. « Le 8 juin 2006, un sondage BVA-Le Figaro-LCI donnait ce titre du quotidien : « Pour 56% des Français, SARKOZY fait les bons choix ».

L'article n'évoquait même pas d'autres résultats moins conformes à ce satisfecit, comme le fait que 81% des sondés attribuaient l'insécurité à la dégradation des conditions de vie et à la pauvreté, que les médias créaient le sentiment d'insécurité pour 73%, etc. » Et l'auteur de conclure : « Bref, il s'agit pour les commanditaires de faire dire aux sondés ce qu'ils veulent entendre. »

Il révèle notamment comment la fiabilité des résultats est gravement mise en cause par les techniques utilisées et par le refus croissant des citoyens de répondre aux sondeurs. Et, plus profondément, il explique comment la « sondomanie » a radicalement transformé la vie politique. Loin de favoriser la démocratie, comme le promettait dans les années 1930 George GALLUP, le pionnier américain des sondages d'opinion, ceux-ci l'ont fortement pervertie, ne serait-ce que par le rôle invraisemblable qu'ils jouent dans les décisions de politique publique.

Alain GARRIGOU va loin. Son livre est clair, nourri d'exemples. De Martine AUBRY à Nicolas SARKOZY, auxquels il faudrait désormais ajouter Ségolène ROYAL, la « reine des sondages », tous les accros aux sondages y passent.

Avec cette question finale : « Est-il encore possible de parler d'idées, de programmes et de convictions alors que les sondages sont devenus la principale boussole des candidats et des gouvernements ? »

Un ouvrage percutant, particulièrement édifiant et bienvenu à la veille d'une lourde période électorale. Ed. La Découverte, Coll. « Sur le vif », 2006, 128 pages, 6,90 €.

Coup de cœur

Mumia ABU-JAMAL En direct du couloir de la mort

Dans les prisons américaines, plus de 3 000 condamnés à mort, dont de très nombreux Afro-américains, attendent aujourd'hui, dans des conditions souvent inhumaines, leur exécution. C'est la terrible réalité que vit depuis dix-sept ans un de ces hommes en sursis, et qu'il raconte dans ce livre poignant, publié pour la première fois en 1995 et réédité aujourd'hui. Accusé de l'assassinat d'un policier blanc, Mumia Abu-Jamal refuse de se laisser briser : il décrit l'enfer quotidien du « couloir de la mort » et l'usage systématique des techniques d'isolement et d'humiliation, qui constituent une véritable forme de torture high tech. Parce qu'il est noir, journaliste, ancien membre du Black Panther Party et toujours militant, Mumia Abu-Jamal s'est attiré la haine de la police et de certains représentants du système politique et judiciaire américain. Alors que l'échéance de son exécution se rapproche, il est devenu un symbole pour un vaste mouvement de solidarité internationale. Son témoignage est un plaidoyer contre la peine de mort, la dégradation des êtres humains et la restriction de la liberté d'expression.

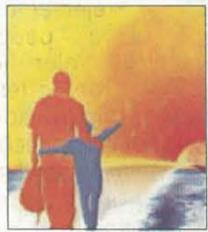
Trois mille prisonniers attendent actuellement une mort programmée dans les prisons américaines sans véritable espoir, et ce dans des conditions de détention extrêmement dures : en attendant depuis parfois plus de vingt ans une mise à mort inexorable, parqués dans certains établissements 22 h sur 24 dans leur cellule de 2m sur 3 et interdits de tout contact physique avec leur proches, leur famille, ils sont victimes d'une déshumanisation rampante.

Dans sa préface de 1995, J.Derrida écrivait : « Même si nous n'étions pas persuadés par mille indices que la justice a été violée dans le cas d'Abu-Jamal pendant plus de treize ans et que son procès appelle au moins une révision, le Parlement International des Ecrivains s'oppose par principe, par ce qui est son principe même, et aux tortures policières et carcérales et à la peine de mort, ce qui va de soi dès lors que nous nous élevons contre toutes les violations de la liberté de parler et d'écrire [...]. Sans cesser d'être lui-même, Abu-Jamal, « la voix des sans-voix » [« the voice of the voiceless » surnom donné à Mumia pour son travail de journaliste avant son incarcération], est d'abord un prisonnier politique. Parce qu'il risque la mort, il représente ainsi pour nous aujourd'hui toutes ces voix, la voix, une voix de toutes ces voix. Et nous ne cesserons plus de l'entendre. »

Ed. La Découverte, Coll. « Sur le vif », nouvelle édition, 2006, 128 pages, 6,90 €.



Exposition...



De l'espace pour la terre avec le CNES

Jusqu'au 24 janvier 2007, la Ville de Nantes et le Centre national d'études spatiales, présentent à la Chapelle de l'Oratoire, les enjeux de l'espace à travers une exposition intitulée « De l'espace pour la Terre ». Cette exposition retrace les cinq grandes missions du CNES, à l'aide de maquettes de satellites et de différents supports. L'étude de l'univers, son évolution, la maîtrise du développement durable l'étude de la défense sont au cœur des préoccupations de cet établissement public, technologique et scientifique. Informer et sensibiliser le public, attirer les jeunes vers les filières scientifiques et les métiers du secteur spatial, comptent parmi les objectifs de cette exposition qui invite néophytes et scientifiques confirmés à explorer les richesses de l'univers. Tous les jours, sauf dimanches et lundis, à la Chapelle de l'Oratoire, à proximité du Musée des Beaux Arts à Nantes, de 9 à 12h et de 14 à 18h. Entrée gratuite. Rens. : 02 40 41 90 00.

Lire

Gramsci : du libéralisme au communisme critique

Gramsci est un auteur qui connût en France son heure de gloire dans les années 1970, porté par la conjoncture politique de l'époque, alors que paradoxalement il n'était que très fragmentairement traduit. Aujourd'hui, avec l'achèvement de l'édition Gallimard, qui rend la totalité de l'œuvre disponible en français, l'heure est venue de la réévaluation de cet auteur, unanimement considéré comme un classique du XXe siècle. Pourtant, les ouvrages de référence, nombreux dans la plupart des langues

européennes font, en France, largement défaut. Ce livre entend combler ce manque : écrit dans une langue d'une exceptionnelle clarté, il rend accessible la richesse des articulations

d'une pensée subtile, tout en situant avec précision et esprit le parcours de Gramsci dans le contexte politique et historique de son époque. Il s'adresse ainsi à la fois à ceux qui cherchent une introduction claire et synthétique à Gramsci et à ceux qui veulent approfondir leur connaissance de l'auteur par une approche novatrice, qui reprend les



acquis de toute la recherche récente.

Écrit par un philosophe marxiste majeur de l'Italie contemporaine, il en propose également une interprétation originale, ainsi qu'une discussion serrée de son apport pour la reconstruction d'une politique émancipatrice aujourd'hui. Quant à l'expression « communisme critique » qui sous-titre l'ouvrage, Domenico Losurdo rappelle que c'est Gramsci lui-même qui parlait ainsi de « communisme critique » : celui qui sait se poser la question de l'hé-

ritage. C'est un thème bien présent déjà chez Engels et chez Lénine. Mais chez Gramsci, il y a des nouveautés significatives. Avec la philosophie classique allemande et l'économie politique anglaise, il hérite non seulement du « socialisme français », comme c'est le cas chez Lénine, mais, plus généralement, de la « littérature et de la pratique politique française », et donc du mouvement révolutionnaire français dans son ensemble qui, dans ses moments de radicalisation extrême, a produit le jacobinisme et le socialisme. Ainsi, le problème de l'héritage est permanent et non pas « un cercle historique désormais clos ». Losurdo Domenico, Ed. Syllepse, Coll. Mille Marxismes, Novembre 2006, 238 pages, 22 €.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Objectif atteint

En 2006 pour la direction de France Télécom : celui du nombre de réduction des emplois, soit 9 400 suppressions d'emplois.

...Et la bourse rigole

En 2005, France Télécom a réalisé 5,7 milliards d'euros de bénéfices et distribué 2,6 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires.

Ça craint

Les idées du FN gagnent du terrain. 26% des Français se disent « plutôt » ou « tout à fait » d'accord avec les idées défendues par Le Pen. Concernant l'immigration, cheval de bataille traditionnel du FN, 59% se disent d'accord avec l'affirmation « il y a trop d'immigrés en France ».

Migrations

Le 18 décembre 1990 a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. La Convention rappelle que les droits fondamentaux et le principe de non discrimination s'appliquent à tous les hommes mais doivent être réaffirmés pour les migrants « sans distinction aucune » en « considérant la situation de vulnérabilité dans laquelle ils se trouvent fréquemment ».

6 ans après...

Cette Convention, ratifiée par seulement 34 États dans le monde (essentiellement pays de départ des migrants), reste encore lettre morte, notamment dans les pays d'accueil. L'an prochain célébrera-t-on enfin la ratification de cette convention par la France ?

Parité

Le projet de loi relatif à l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives, veut instaurer la parité hommes-femmes dans les exécutifs des régions et des communes de plus de 3 500 habitants. Petite avancée, mais loin du compte au regard des pitoyables performances de la France en matière d'égalité, surtout dans les sphères du pouvoir.

Petits arrangements

Depuis 25 ans, Total fait travailler en France des cadres embauchés par une filiale suisse et affiliés au régime de Sécurité sociale de ce pays. C'est un manque à gagner considérable pour la Sécurité qui s'ajoute aux milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises. C'est aussi des pratiques développées par les multinationales pour casser le contrat de travail et les garanties collectives qui s'y rattachent.

Accès aux soins

Un « testing » réalisé par Médecins du monde a montré que 40% des praticiens sollicités, ont refusé de soigner des patients bénéficiaires de l'aide médicale d'État (AME). Le 14 novembre, la Haute Autorité de lutte contre les discriminations (HALDE) avait déjà condamné le refus de soins dont sont victimes les bénéficiaires de la Couverture Maladie Universelle (CMU).

L'heure des choix

En marge du cessez-le-feu entre partis palestiniens, le processus de paix doit être réinvesti.

Comment vivre avec 1 500 euros ?

C'est la question que se posait le Premier ministre sur une radio. À l'évidence, ce genre de problème était pour M. DE VILLEPIN du chinois. Car la réalité des chiffres, selon le CERC (Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale), c'est que la moitié des personnes habitant la France métropolitaine disposent d'un salaire inférieur à 1 315 euros par mois. La réalité, c'est que le minimum vieillesse que touchent des centaines de milliers de femmes qui ont travaillé au SMIC ou à temps partiel est de 610 euros par mois. La réalité encore, c'est que le nombre de « travailleurs pauvres » qui ne peuvent se loger a explosé ces dernières années, que les jeunes soumis à la violence quotidienne de la précarité, des petits boulots, des stages non payés, des CDD à répétition deviennent pour une part considérable d'entre eux, des pauvres parmi les pauvres, c'est que les revenus de tous les salariés stagnent. En revanche, « la croissance des dividendes versés aux actionnaires des grandes sociétés est spectaculaire dans les années récentes et ressentie comme telle par l'opinion publique ». Or, la Conférence sur l'emploi et les revenus convoquée par le Premier ministre a donné lieu à beaucoup d'effets d'annonce sans aucun impact. Toutes les mesures se caractérisent par le fait de ne débloquer aucun euro supplémentaire pour les foyers. Le diagnostic pourtant porté au début de la Conférence montrait l'étendue du sentiment d'insécurité sociale en France. En fait DE VILLEPIN s'est contenté d'annoncer une série de mesurètes qui, en l'absence de véritables annonces sur les salaires, laissent augurer de la mise en scène dénoncée par tous les syndicats. Les plus satisfaits à l'issue de cette Conférence sont les employeurs. Ils ne sont contraints à rien. Tous les sujets sont renvoyés à plus tard : soit à des groupes de travail, soit à d'hypothétiques discussions.

Au regard de l'urgence sociale sur les salaires, la précarité, c'est un coup pour rien.



Ecoutez l'école !

photo AFP



Le 18 décembre, 15 organisations syndicales d'enseignants appelaient les personnels du second degré à la grève. Cette intersyndicale qui représente plus de 99% des personnels, manifeste depuis plusieurs semaines, sa totale opposition au projet de décret sur les obligations de service des enseignants de second degré. Cette journée fut une réussite, cette grève fut pour le second degré, l'une des plus fortes depuis 2003. Elle donne la mesure de la colère qui anime la profession face aux initiatives et au mépris d'un ministre qui n'écoute rien et fait la leçon sur tout.

L'objectif premier de ce décret est de supprimer 2 800 postes dans le cadre d'une logique budgétaire qui a conduit à une dégradation sans précédent des enseignements de second degré. Il veut revenir au concept archaïque de bivalence des enseignants. Il vise à alourdir leur charge de travail et finalement à réduire leur

salaire. Il impose une vision réductrice de leur métier en ne tenant compte que des heures en classes au détriment des travaux de préparation, de recherche et de concertation pédagogique.

DE ROBIEN, de concert avec les médias, gêné par la mobilisation des enseignants accuse les syndicats de désinformation, et tente de discréditer un mouvement unanime qu'il présente comme

« corporatiste », faisant en cela écho au concert des candidats à la présidentielle qui multiplient les déclarations « populistes » sur l'école, la carte scolaire et sur le temps de travail des enseignants.

Il est urgent d'écouter notre école, de sortir des impasses de l'économisme destructeur et des recettes de grand-mère. C'est la condition pour qu'elle entre dans le XXI^{ème} siècle : une école du plus haut niveau de culture commune pour toutes et tous.

Voyage en Palestine

Accompagnant les élus de Bouguenais dans l'officialisation des relations avec la ville d'Anabta, j'ai découvert la Palestine. J'attendais ce moment depuis quelques années pour vivre la réalité palestinienne et apporter mon soutien, notre soutien. Si les formalités à l'aéroport de Tel Aviv n'ont pas été trop compliquées, le soupçon n'est pas loin. Rouler sur les routes israéliennes ; c'est du billard. Rouler sur les routes palestiniennes ; ça secoue, mais surtout il faut passer les check-points...



Le soldat israélien fait signe de loin, interroge avec une certaine distance « Qui êtes-vous ? », « Où allez-vous ? », « Pourquoi êtes-vous avec des palestiniens ? ». L'examen des passe-

ports ne suffit pas, il faut descendre l'un après l'autre. Le soldat en couverture nous fixe avec mépris ; il me paraît inquiet. Pas un mot sympathique, l'arrogance accompagne le rejet. Ces regards m'ont tant

impressionné qu'ils traduisent un rejet et une négation du peuple palestinien. Voler les terres, découper le territoire pour mettre sous tutelle et pour empêcher les Palestiniens de vivre, vont de pair avec la pression militaire permanente qui peut déraiper dans la minute qui suit.

Considérer les Palestiniens comme des sous-hommes, ne peut qu'engendrer la haine. J'ai découvert des palestiniens très instruits et cultivés qui veulent conserver leur terre sans violence sanglante.

Tous ne peuvent conserver leur sang-froid, face à l'agression, au vol et à la déconsidération. Aidons-les à conserver leurs droits.

Gilles RETIERE

près de vous

Trignac

Jean Louis LE CORRE au tribunal

Dans un récent sondage de l'Association Emmaüs-BVA, en partenariat avec l'Humanité et l'hebdomadaire La Vie, un Français sur deux déclare craindre de devenir, un jour, un sans abri. Dans notre pays qui est l'un des plus riches du monde, sept millions de personnes vivent avec moins de 722 euros par mois. Pour les défendre et pour faire respecter le droit au logement, le Maire de Trignac a pris un arrêté interdisant les expulsions locatives sur sa commune. « **Illégal** » a affirmé le Préfet de Loire-Atlantique qui a décidé de traduire Jean Louis LE CORRE devant le Tribunal administratif et de le faire condamner. L'élu communiste a donc comparu devant le juge à Nantes vendredi 22 décembre 2006 à 9 Heures 30. Il n'était pas seul ! Nous en reparlerons dans notre prochaine édition.

Brière

La déviation de la RD 50 mise en cause

Après 10 années de luttes, de manifestations puis de concertation, le dossier de la déviation de la RD 50 à Montoir de Bretagne et à Saint Malo de Guersac avait abouti à un projet d'aménagement porté par le département, soutenu par les deux communes et le comité de défense des riverains. Il ne manquait plus, après l'enquête publique que la décision du Préfet pour que démarrent les travaux. A la surprise de tous, le représentant de l'Etat, s'appuyant sur la Loi Littoral vient de refuser de signer les conclusions de l'enquête publique sous prétexte que ce projet empiète sur le territoire d'un espace « **remarquable** ». Particulièrement irrité par le temps perdu, Jean Louis LE CORRE lui a demandé une entrevue et souhaité être accompagné dans sa démarche par le Président de l'Assemblée départementale.

Insertion

Evaluer précisément les résultats

Michel LUCAS, Maire adjoint à Couëron a participé, mi décembre, à une réunion de travail et de réflexion en Mairie de Nantes sur le thème de l'utilisation de la commande publique comme levier pour l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté. De plus en plus nombreuses sont les municipalités qui imposent ce « **mieux disant social** » à leurs fournisseurs. « **Encore faut-il, souligne l'élu couëronnais, qu'elles disposent d'outils fiables pour évaluer les résultats concrets des actions menées** ».

L'activité

La Carène

Le versement transport augmente mais la subvention diminue

Avant la trêve des confiseurs, les élus de la région nazairienne devaient entériner des propositions « **d'optimisation** » du réseau des transports publics de la communauté d'agglomération. Ce fut l'occasion pour Christian SAULNIER de relever un paradoxe. C'est, en effet, au moment où le versement transport est, à l'initiative des élus communistes, enfin porté au maximum et rapporte le plus, que la contribution d'équilibre versée à la société de transport est en diminution (moins 3,49%). « **Nous avons noté, souligne le Conseiller communautaire, au moment de la discussion du Plan de déplacements Urbains, la nécessité de porter une attention particulière aux zones d'activité industrielle. Rien dans le document ne répond à ces préoccupations** », a remarqué Christian SAULNIER. « **Proches du terrain et des préoccupations des habitants, ils sont particulièrement bien placés pour faire des propositions concrètes d'optimisation du réseau or rien ne leur a été demandé. On a rencontré les maires une fois l'étude d'optimisation réalisée !** » Les élus communistes et républicains se sont abstenus sur ce dossier.



Montoir de Bretagne

40 emplois supprimés chez Bonar ?

La société Bonar Plastics France, 150 salariés à Montoir de Bretagne, vient d'annoncer sa décision d'arrêter certaines activités jugées non rentables et de supprimer 40 emplois. Nous avons rencontré Christian BOUALEM, Conseiller municipal à Trignac qui travaille depuis 1970 sur le site. L'entreprise leader sur le marché du thermoformage et du rotomoulage « **a du mal à répondre aux commandes** » constate le chef d'équipe sceptique. « **Les conteneurs, les bacs, les pièces d'automobiles ou l'industrie nautique, les jouets... Bonar a plus d'une corde à son arc. Sans compter le savoir faire des salariés. Cela devrait nous permettre de tourner sans problèmes.** » En fait, l'entreprise a été récemment rachetée par Promens, une société islandaise qui n'a jamais caché qu'elle n'était pas intéressée par l'injection plastique d'autant que les machines du site de Montoir ont plus de vingt ans... « **C'est d'autant plus révoltant que nous travaillons pour des grandes marques de parfums et de cosmétiques de luxe et que le marché est en progression** » s'indigne Christian BOUALEM qui suit l'affaire de très près même si la direction (intérimaire) promet aujourd'hui que « **la restructuration** » annoncée, se fera en facilitant les départs à la retraite et assure qu'il n'y aura pas de licenciements. « **Toute cette affaire montre combien il est urgent et légitime que les travailleurs puissent dire leur mot dans la gestion des entreprises. Il est intolérable d'ouvrir son journal le matin et d'apprendre qu'on risque de perdre son boulot le soir !** »

Saint Herblain

Pénaliser ceux qui ne construisent pas de logements sociaux

Le débat d'orientation budgétaire a donné l'occasion à Serge PLISSONNEAU de souligner que « **depuis 2002, les gouvernements Raffarin et de Villepin auront excellé dans l'exercice de la redistribution inversée : prendre aux pauvres pour donner aux riches !** » Il a constaté que devant le désengagement de l'Etat, les collectivités recherchent des solutions mais qu'au final « **ce sont les contribuables locaux qui doivent toujours mettre la main à la poche ou l'usager comme l'automobiliste avec l'augmentation de la TIPP annoncée dans de nombreuses régions pour faire face aux nouvelles charges non compensées.** » Pour mettre fin à ce cycle infernal, l'élu communiste a proposé que Saint-Herblain se fasse l'écho de l'urgente nécessité de réformer la fiscalité locale en exigeant notamment la taxation des actifs financiers des entreprises, une taxation exceptionnelle sur les profits des compagnies pétrolières (12 milliards d'euros de bénéfice pour TOTAL en 2005), des baisses ciblées de la T.V.A. sur les produits de première nécessité... Il a proposé également que sa ville obtienne de Nantes Métropole « **des mesures incitatives notamment pour le logement en modulant la Dotation de Solidarité Communautaire suivant les efforts faits ou pas faits par les communes de l'agglomération en matière de construction de logements sociaux.** »

Chantiers navals

Recrute salariés dociles et venant de loin

Depuis plusieurs semaines la direction d'AKER YARDS se répand dans la presse, se plaignant de ne pas trouver les ouvriers qualifiés dont elle a besoin pour faire face aux commandes à honorer pour les prochaines années. « **500 salariés (tuyauteurs, chaudronniers, soudeurs et charpentiers fer sont inscrits à l'ANPE de Loire-Atlantique et 1000 curriculum vitae sont en possession de la Direction de Ressources Humaines des Chantiers. 40 seulement auraient le profil requis ?** » s'étonne Jean-Louis LE CORRE. Dénonçant un recrutement qui recherche avant tout « **des salariés dociles, si possible venant de l'extérieur** », il se demande si, en l'espèce, il n'existerait pas un « **délit de faciès nazairien ou briéron...** » Rappelant que depuis des années les collectivités territoriales et plus particulièrement la Région des Pays de la Loire ont versé des centaines de milliers d'euros pour la formation des personnels, le Conseiller général communiste se demande à quoi a servi cet argent public « **Il faudra bien faire un bilan de CAP COMPÉTENCE et de la formation professionnelle qui devaient permettre de conserver les qualifications** » constate l'élu.



Nantes

Un point d'accès aux droits dans le quartier nord

Au nom des élus communistes, Michel RICA s'est félicité de l'ouverture d'un point d'accès aux droits dans le quartier Nord de Nantes. Il a montré comment cette action municipale (tout comme la Maison de la justice et du droit des Dervallières qui fonctionne depuis 1997 et dont les Conseillers ont renouvelé la convention) était aux antipodes du projet de loi relatif à la prévention de la délinquance présenté par Nicolas SARKOZY devant le parlement. Le projet du Ministre de l'Intérieur prévoit que « **l'on puisse signaler au maire tous les habitants de sa commune en difficulté sociale, matérielle, familiale ou morale, surveillés parce que potentiellement dangereux ... Nous souhaitons être acteurs de politiques municipales favorisant la justice, le droit et la cohésion sociale, pas de celles qui proposent les dénonciations et les expulsions locatives, c'est pourquoi nous voterons avec conviction ces deux délibérations** » a conclu l'élu.